

Déclaration de la

Conférence sur la Gouvernance de l'Eau dans la région MENA et dans la Méditerranée plus élargie

Renforcer l'intégrité et le financement de la sécurité en eau et du développement durable

12-14 Décembre 2017, Barcelone, Espagne

Les 136 participants, représentant des différentes parties prenantes, se sont réunis à Barcelone du 12 au 14 Décembre 2017 pour la Conférence Régionale sur la Gouvernance de l'Eau dans la Région MENA et dans la région méditerranéenne plus élargie: Renforcer l'intégrité et le financement pour la sécurité de l'eau et le développement durable, nous approuvons la déclaration suivante et demandons au Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UPM) de l'utiliser pour la mise en œuvre de l'Agenda pour l'Eau de l'UpM et de le transmettre aux groupes politiques, groupes de travail et forums pertinents et appropriés.

La Conférence régionale était co-organisée par le projet 'Gouvernance & Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée' financé par Sida et mis en œuvre par le Global Water Partnership - Mediterranean (GWP-Med) et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) et le 'Programme Régional de Renforcement des Capacités sur l'Intégrité dans le Secteur de l'Eau dans la Région MENA' financé par Sida est mis en œuvre par la Facilité pour la Gouvernance de l'Eau du PNUD au SIWI, GWP-Med et UICN-ROWA, et en étroite synergie avec le Projet Régional 'Mécanisme de soutien au Programme de Gestion Intégrée et Durable de l'Eau et de l'Initiative Horizon 2020 (SWIM-H2020 SM)', financé par l'UE.

- L'eau est fondamentale pour le développement durable jouant un rôle crucial dans le bien-être humain, le développement socio-économique et la santé de l'environnement et des écosystèmes. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) et la région méditerranéenne plus élargie sont confrontés à de graves problèmes d'eau qui constituent des obstacles à leur trajectoire de développement. Les changements démographiques explosifs, le chômage, la pauvreté, l'évolution des modes de consommation, y compris la demande croissante en eau et en nourriture, l'urbanisation, les besoins énergétiques croissants, la dégradation de l'environnement, les changements climatiques et les disparités entre les sexes comptent parmi les conditions qui exacerbent davantage la situation déjà complexe et difficile. De plus, une partie de la région est actuellement confrontée à une crise économique persistante, à une instabilité socio-politique, à des conflits et à des mouvements migratoires à grande échelle, souvent dans des conditions dramatiques. La grande majorité de ces conditions ont un impact direct sur la disponibilité et la qualité des ressources en eau pour les populations et la nature en Méditerranée, avec une hausse des coûts associés pour les vies humaines et les moyens de subsistance en général et en termes monétaires. En même temps, les troubles politiques dans la région ont amplifié le besoin de réformes socio-économiques et politiques. Il existe une demande claire pour des services d'eau et d'assainissement plus efficaces; une plus large participation des parties prenantes; un processus de planification et de mise en œuvre plus décentralisé; et une prise de décision plus transparente et responsable.

- Dans le respect du droit humain à l'eau et à l'assainissement, des dispositions des Objectifs de Développement Durable (ODDs) et de l'Accord de Paris, il est largement reconnu que la gouvernance est au cœur de la crise de l'eau et la clé pour surmonter les défis connexes et atteindre la sécurité en eau. Créer un environnement institutionnel, juridique et réglementaire fonctionnel et permettre un financement durable de l'eau, notamment en facilitant les initiatives privées et publiques qui s'inscrivent dans le contexte social, économique et culturel de la société, est essentiel pour une bonne gouvernance de l'eau, tandis que l'intégrité est essentielle pour renforcer l'appropriation, réduire la corruption et renforcer la confiance dans le secteur de l'eau.
- Dans la région MENA et la région méditerranéenne, malgré l'allocation importante de fonds publics et le flux de l'aide, les pays ont du mal à satisfaire les exigences financières que les stratégies et les plans liés à l'eau impliquent. L'absence d'un cadre de gouvernance sain nuit à la qualité et à la viabilité financière du secteur de l'eau et de l'assainissement en particulier. La mauvaise gestion, le faible financement et le manque de capacité d'absorption aux niveaux national et local entravent la mobilisation efficace de ressources managériales et financières supplémentaires, en particulier de la part du secteur privé. Capitalisant sur les leçons tirées du projet Gouvernance & Financement (y compris les dialogues nationaux sur la gouvernance et le financement et l'interface entre les acteurs publics, privés et de la société civile lors des réunions régionales) et sur les expériences partagées de la Conférence de Barcelone, nous demandons la poursuite d'une ligne de travail à plusieurs niveaux sur la gouvernance et le financement concernant
 - i. la fourniture d'un appui technique pour approfondir et / ou reproduire la méthodologie utilisée dans plus de pays de la région,
 - ii. l'expérimentation des recommandations sur l'environnement favorable pour la participation du secteur privé, y compris les micro-PSP, les banques et le financement vert également par le biais de financement mixte, et
 - iii. la mise en place et la facilitation d'une plateforme régionale structurée pour les échanges et l'apprentissage conjoint.
- Dans la région MENA et en Méditerranée, la contribution de l'eau dans la réduction de la pauvreté et de l'inégalité, la croissance économique et la durabilité des écosystèmes est compromise par la gestion des ressources en eau et des services d'eau et d'assainissement. Une gouvernance faible gaspille les ressources et empêche les populations d'agir ensemble conformément aux objectifs convenus. Des institutions fragmentées entravent la responsabilisation dans un secteur où les investissements et les flux d'aide sont élevés. Le manque d'intégrité liée à l'eau entraîne des coûts énormes pour les sociétés, en vies perdues, une croissance stagnante, des talents gaspillés et des ressources dégradées. En outre, le programme des ODDs prévoit un ensemble d'objectifs de développement convenus qui ne peuvent être atteints sans aborder les défis de la gouvernance dans le secteur de l'eau. Sur la base de l'expérience du Programme Régional de Renforcement des Capacités sur l'Intégrité dans le Secteur de l'eau et des discussions de la Conférence de Barcelone, nous proposons de nouveaux investissements dans la construction d'une action collective sur l'intégrité dans le secteur de l'eau:
 - i. clarifier les rôles et les responsabilités des acteurs du secteur de l'eau;
 - ii. renforcer et professionnaliser les institutions publiques et les fournisseurs de services dans l'exécution impartiale de leurs mandats

- iii. développer le partage de l'information et l'ouverture des processus décisionnels à tous les acteurs possibles de la société, en accordant une attention particulière aux générations futures, aux femmes et aux groupes vulnérables;
- iv. tirer des leçons des expériences accumulées, partager et améliorer les pratiques positives d'intégrité de l'eau, et
- v. suivre les progrès et les analyses comparatives selon des normes convenues.

Nous croyons que cet ensemble d'actions contribuera à renforcer la confiance dans le secteur de l'eau et ses institutions, à renforcer le contrat social et à établir un nouveau paradigme de gouvernance de l'eau dans la région qui n'exclura personne.

- En ce qui concerne l'engagement du secteur bancaire dans le financement durable du secteur de l'eau, nous saluons l'activité actuelle et à venir du SWIM-H2020 SM sur la promotion de la banque verte par le biais d'échanges entre pairs. Capitalisant sur le travail de cadrage et sur les délibérations de la Conférence, nous soutenons l'identification de projets de plus petite envergure en collaboration avec des banques intéressées par le pilotage de l'apprentissage par la pratique, tandis que la communication reste ouverte avec les banques restantes et autres parties prenantes intéressées. Nous exhortons donc la poursuite et l'expansion avec plus de pays de cette activité pendant une phase de suivi.
- En conclusion, nous insistons que faire progresser la gouvernance de l'eau nécessite vision, leadership, cohérence, dévouement des ressources humaines et financières, temps et engagement des institutions et des parties prenantes aux principes de transparence, redevabilité et participation, tout en créant un terrain fertile pour les investissements dans le secteur de l'eau. Nous encourageons donc vivement que les mesures nécessaires soient prises et qu'une assistance soit fournie pour la poursuite des processus présentés à la Conférence au moyen de projets de suivi et d'autres initiatives coordonnées.

Annexe - Recommandations des sessions de travail

Recommandations adressées aux décideurs

D'un point de vue financement:

1. Au niveau réglementaire / légal / politique: Décentralisation du processus décisionnel pour une plus grande appropriation par les parties prenantes impliquées et définition légale des rôles des différentes parties prenantes. Volonté politique et développement d'un environnement favorable qui attirerait le secteur privé
2. Sur le mobilisation des ressources financières: Transparence et redevabilité dans les procédures d'appel d'offres et attribution des projets; autonomie financière des fournisseurs des services d'eau; tarification efficace de l'eau; allocation adéquate des ressources financières pour les investissements à long terme
3. Au niveau de la gestion / institution: Sensibilisation et renforcement des capacités sur le fait que l'eau n'est pas un bien gratuit; maintenir et réhabiliter les réseaux de l'eau pour réduire l'eau non payante; procédures de contrôle appropriées et surveillance pour une prestation de services efficace.

D'un point de vue intégrité:

1. Mise en œuvre de dispositions légales, y compris de mécanismes d'application, garantissant l'intégrité à tous les niveaux et permettant la participation des parties prenantes et l'accès à l'information en matière de gouvernance de l'eau et de développement de projets. Les outils dans ce sens comprennent les audiences publiques, l'obligation de publier des informations publiques sur les indicateurs de performance clés de la gouvernance publique, les opérations des mécanismes de plainte et d'appel, la procédure de consultation avant le développement des projets d'eau
2. Renforcement de l'autorité judiciaire en matière de gouvernance de l'eau
3. Mise en place d'une agence de régulation nationale indépendante avec une représentation de la société civile au sein du conseil d'administration de l'agence.

Recommandations adressées aux régulateurs et aux services d'eau

D'un point de vue financement:

1. Poursuivre les réductions de coûts grâce à des gains d'efficacité, notamment en matière de consommation d'énergie, de réduction de l'eau non facturée, de maintenance préventive, de mesures d'économie d'eau et d'utilisation des ressources en eau non conventionnelles
2. Pratiquer une gestion financière appropriée grâce à des comptes de services publics, des structures tarifaires précises et justes couvrant les coûts d'exploitation et de maintenance, le réinvestissement des fonds non nécessaires, la mise à jour annuelle des projections financières

3. Améliorer l'efficacité de la collecte à travers l'engagement des clients dans la prise de décision (en particulier les ajustements tarifaires), les sondages sur la volonté de payer et la capacité de payer, l'adoption de politiques favorables aux pauvres, s'assurant que les clients paient les frais de connexion, et l'élimination de l'eau gratuite (sauf pour les cas pauvres identifiés et en coordination avec les institutions gouvernementales connexes)

D'un point de vue intégrité:

1. Sensibilisation interne sur l'importance de l'intégrité de l'eau et renforcement des capacités dans la gestion des risques d'intégrité.
2. S'engager dans un cadre participatif d'indicateurs de gouvernance et de processus d'évaluation basé sur la récompense
3. Gagner / rétablir la confiance des citoyens desservis en mettant en place des «mécanismes de plainte des clients» garantissant et démontrant un temps de réponse court.

Recommandations adressées à la société civile et aux universités

D'un point de vue financement:

1. La société civile doit être considérée comme un partenaire à part entière et engagé à tous les niveaux, tout en renforçant l'intégrité et la transparence des ONGs
2. Les conditions préalables inutiles à la participation devraient être supprimées.
3. Priorité à donner aux organisations locales de la société civile et à l'égalité des chances

D'un point de vue intégrité:

1. S'engager dans une «approche systématique de l'intégrité de l'eau». Cela implique une collecte systématique de données et un partage ouvert de l'information, l'établissement de relations durables avec les propriétaires et les développeurs du projet, la participation au développement des projets à tous les stades et le renforcement de ses propres capacités.
2. Cartographier les différents acteurs et les relations entre eux, clarifier les rôles et les responsabilités des uns et des autres, s'engager dans le développement de normes d'intégrité au sein des institutions de la société civile, agir comme observatoires (adéquatement financés)
3. Promouvoir une culture d'intégrité. Il est recommandé d'intégrer les valeurs et pratiques d'intégrité dans les programmes scolaires, en commençant par les premières années à l'école.

Recommandations adressées au secteur privé et aux banques

D'un point de vue financement:

1. Sensibiliser les banquiers et le secteur privé
2. Envisager des types de garanties non conventionnelles telles que les flux de trésorerie futurs et la faisabilité du projet, la réputation du promoteur du projet
3. Réduire les risques dans les projets Nexus en intégrant les avantages de certains secteurs pour remédier aux inconvénients des autres

D'un point de vue intégrité:

1. S'engager formellement à progresser sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans son activité principale et divulguer les informations ESG.
2. Développer des politiques RSE solides basées sur les normes internationales, y compris la lutte contre la corruption
3. Travailler et communiquer proactivement sur leurs activités et progrès de la RSE.

Recommandations adressées aux institutions financières internationales et aux bailleurs de fonds

D'un point de vue financement:

1. Accroître la visibilité de l'eau dans le paysage financier international et dans les stratégies nationales de développement ou de climat. Investir dans l'eau, c'est investir dans une grande variété d'industries
2. Mettre l'accent non seulement sur les grands projets, mais aussi sur les financements «immatériels» (tels que le renforcement des capacités pour la préparation des projets et l'accès aux fonds) ainsi qu'à petite échelle.
3. Explorer les synergies intersectorielles et les interconnexions, assurer l'intégration des politiques, impliquer tous les acteurs concernés, et promouvoir la coordination entre les bailleurs de fonds pour éviter les duplications, utiliser les économies d'échelle et promouvoir les synergies entre les programmes de développement et de climat

D'un point de vue intégrité:

1. Transparence totale sur les opportunités de financement et les projets financés. Une plate-forme commune devrait servir cet objectif.
2. Soutenir «l'action collective» pour renforcer l'intégrité de l'eau, soutenir les réseaux de parties prenantes aux niveaux national et infranational et adopter des indicateurs des droits de l'homme et de l'intégrité pour la sélection des initiatives à financer.

3. Une plus grande attention sera accordée à la «durabilité» des projets financés par une approche holistique et nexus, des stratégies de financement à long terme alignées aux stratégies nationales et régionales ainsi que les ODDs, l'application de l'approche fondée sur les droits de l'homme, l'engagement avec les acteurs locaux pour un financement continu après la mise en œuvre, des mécanismes de dialogue et de co-crédation avec le public et la société civile
4. Intégrer «l'intégrité» dans les stratégies des donateurs, en rationalisant l'intégrité au sein de l'institution du donateur, en créant une coalition de donateurs soutenant la bonne gouvernance et l'intégrité surtout dans des zones sensibles à haut risque, en investissant davantage dans le renforcement des capacités d'intégrité des organisations publiques et civiles, en développant des études de cas démontrant le retour sur investissement lié à l'intégration de l'« intégrité » dans des projets de financement.